

**INSÉCURITÉ LINGUISTIQUE. QUELLE LANGUE FRANÇAISE
POUR QUEL AVENIR DE LA JEUNESSE AFRICAINE
FRANCOPHONE? PROPOSITIONS THÉORIQUES POUR UN
FRANÇAIS DE QUALITÉ ET PARTANT DE L'INSERTION
SOCIOPROFESSIONNELLE DE CETTE JEUNESSE: LE CAS DU
CAMEROUN / LINGUISTIC INSECURITY. WHICH FRENCH FOR
WHICH FUTURE OF THE FRENCH-SPEAKING AFRICAN YOUTH?
THEORICAL PROPOSALS FOR HIGH-QUALITY FRENCH
LEADING TO THE SOCIO-PROFESSIONAL INSERTION OF THAT
YOUTH. THE CAMEROON CASE / NESIGURANȚA LINGVISTICĂ.
CARE FRANCEZĂ, PENTRU CARE VIITOR AL TINERETULUI
AFRICAN VORBITOR DE LIMBA FRANCEZĂ? PROPUNERI
TEORETICE PENTRU O LIMBĂ FRANCEZĂ DE CALITATE, CU
CONSECINȚE ÎN INSERȚIA SOCIO-PROFESIONALĂ A
TINERILOR. CAZUL CAMERUN¹**

Résumé: Dans le prolongement des réflexions contemporaines sur la situation précaire de l'Afrique et de sa jeunesse, nous partons des faits linguistiques, sociolinguistiques et didactiques pour développer l'argument selon lequel la maîtrise d'un français de qualité est une étape essentielle pour l'épanouissement de la jeunesse africaine francophone et un impératif pour le développement des pays de l'espace francophone : le français étant véritablement une langue de la science et de la technologie ; donc moyen d'ouverture à la modernité. À partir du cas du Cameroun, nous arrivons à la conclusion selon laquelle si les décideurs ne prennent pas des mesures fortes face à la dénaturation de la langue française, la jeunesse africaine francophone continuera sa marche paisible vers les abîmes de l'exclusion (sociale, politique et économique).

Mots-clés: Langue française, langues nationales, insécurité linguistique, norme, didactique du français, aménagement linguistique, camfranglais, Cameroun.

Abstract: Expanding on the contemporary lines of thought about the precarious situation of Africa and her youth, and based on linguistic, sociolinguistic and didactic facts, this papers postulates that the command of quality French is an essential component for the development of the French-speaking African youth and even the Francophone world, as French is definitely a language of science and technology; a window on modernity. Based on the Cameroon case study, this article came to the conclusion that if decision-makers fail to take appropriate actions against the ongoing distortion of the French language, Cameroon youth will continue its inexorable journey toward (social, political, economic).

Keywords: French language, national languages, linguistic insecurity, norms, didactics of French, linguistic planning, camfranglais, Cameroon.

Introduction

Largement rattachée aux notions, fondamentales en sociolinguistique², de norme et de communauté linguistique, l'insécurité linguistique est principalement liée à une « représentation de décalage entre ce qui est et ce qui devrait être. Ici, l'échange verbal trahit le manque, la défaillance, la dilution, bref un écart par rapport à une norme officiellement reconnue » (A. Bretegnier et G. Ledengen, 2003 : 4).

Ainsi définit, lorsqu'on observe la langue française dans la pratique linguistique quotidienne de la jeunesse africaine en général et de la jeunesse camerounaise en

¹ Nzessé Ladislas, Université de Dschang, Cameroun, nzesseladislas@yahoo.fr

² Étude scientifique des relations entre langage, culture et société.

particulier, on conclut aisément que cette langue est en insécurité, ses locuteurs aussi. C'est une langue affaiblie avec un vocabulaire très limité, ainsi qu'un usage approximatif des marques grammaticales. Plus grave encore, c'est une langue totalement dénaturée par le camfranglais. Quelles sont les raisons possibles d'une telle situation et les conséquences sur la jeunesse africaine (camerounaise)? Le français étant devenu pratiquement un patrimoine¹ africain, une bonne maîtrise de cette langue n'est-elle pas une condition indispensable pour cette jeunesse pour appropriation des connaissances scientifiques et techniques dont l'Afrique a besoin pour s'arrimer à la dynamique générale du développement mondial? N'est-il pas aujourd'hui illusoire de penser que la jeunesse africaine peut renaître et se développer sans la maîtrise d'une bonne langue française? Voilà les questions fondamentales que nous aimerions aborder dans le cadre de cette communication. Pour répondre à ces interrogations, nous nous baserons sur des faits linguistiques, sociolinguistiques et didactiques. Pour ce faire, notre propos sera d'abord axé sur la prise en compte des langues nationales pour une bonne sécurité du français car, on ne peut, à notre humble avis, véritablement construire la maîtrise d'une langue étrangère sur les ruines des langues nationales. Ensuite, nous verrons dans quelle mesure l'insécurité du français est la conséquence de l'illettrisme qui favorise la forte dénaturation de cette langue et exclut les jeunes du champ des connaissances scientifiques². Enfin, nous essayerons de montrer comment le contexte de l'enseignement et la didactique du français cultivent son insécurité, ne permettant pas ainsi aux jeunes camerounais d'être scientifiquement bien outillés en vue de surmonter les difficultés qui se dressent contre eux et de contribuer efficacement au développement de leur pays.

1. La revalorisation des langues nationales

Une bonne sécurité du français et de la jeunesse en Afrique francophone passe nécessairement par la revalorisation des langues nationales. En ce qui nous concerne, ceci est un principe intangible car, un locuteur qui maîtrise l'organisation de sa langue maternelle est suffisamment outillé pour établir la distance³ nécessaire à la maîtrise d'une langue étrangère. Et c'est ici que nous interpellons le système éducatif camerounais pour une revalorisation, un apprentissage et un enseignement⁴ des langues locales, facteurs déterminants pour une bonne maîtrise du français. Malheureusement, on constate de nos jours un grand déficit de la médiation scolaire en la matière.

Une raison, très fondamentale, pour laquelle nous n'apprenons et n'enseignons pas nos langues est de nature socio-psychologique. Jean Paul Sartre écrit à ce propos :

L'enseignement colonial a littéralement gangrené la pensée et l'affectivité de l'Africain et truffé son comportement d'un cortège de complexes et de réflexes

¹ Gervais Mendo Zé (1990: 17) constate que le français est devenu « une langue camerounaise à part entière. [Elle] fait partie des acquis culturels du pays; [elle] se prête à l'expression d'une identité culturelle nationale authentique; [elle] permet au Cameroun de s'insérer dans l'espace de la Francophonie et renforcer les liens de solidarité avec les autres pays entièrement ou partiellement de langue française ».

² Il se trouve que le français est une langue quasi universelle et, contrairement à ce qu'une certaine opinion a tendance à faire croire, une véritable langue de la science et de la technologie.

³ G. Mendo Zé (2003 : 29) relève d'ailleurs qu' « avant [les] indépendances, on avait tenté d'encourager les langues nationales. Il existait une école *bulu* (au Cameroun), une école *malinké* (en Côte d'Ivoire) etc. Il y avait donc une chance de maîtriser la technique d'une langue et de définir son autonomie avant l'apprentissage du français. Ce n'est plus nécessairement le cas aujourd'hui. En réalité, l'élève [ou le jeune africain] affronte la langue française sans pouvoir en circonscrire l'autonomie et la différence par rapport aux langues de son contexte, langues nationales ou langues partenaires ».

⁴ Il faut songer à « bâtir » une grammaire de nos langues (ou la repenser si elle existe), l'harmoniser, ou encore installer des académies, développer des dictionnaires, créer des journaux dans ces langues, bref que nos langues passent du stade oral aux exigences de l'écriture.

anormaux [...] et par son caractère assimilateur et par la négation de la culture nationale [...] (il) a abouti à une véritable aliénation du colonisé. (cité par A. Kom, 1979 : 50)

Et Maurice Tadadjeu (1988 : 13), de renchérir : « l'école coloniale a réussi à nous apprendre à mépriser nos propres valeurs culturelles et à aspirer aux valeurs occidentales. Nos langues faisant partie de nos valeurs culturelles tombent logiquement dans ce mépris ». Cette extraversion socio-psychologique par laquelle nous méprisons collectivement¹ nos propres langues au profit des langues qui nous sont extérieures, étrangères, devient aujourd'hui nuisible à la fois pour nous et pour ces langues, à l'instar de la langue française.

En effet, si la langue française accuse un déclin aujourd'hui au Cameroun après tant d'années de pratiques multiples, c'est que nos langues maternelles ont été dévalorisées. Si les jeunes Camerounais pouvaient parler leurs langues, les lire, les écrire, il y aurait de fortes chances que la langue française ne subisse pas la dénaturation qui affecte de nos jours l'ensemble du système français. Autrement dit la parfaite connaissance des langues locales conditionne le destin de la langue française. Et c'est ici que nous convenons avec J.P. Makouta Mboukou (1973 : 93) que « celui qui n'a pas appris à raisonner sur la parfaite ordonnance des schèmes structuraux de la langue maternelle ne saura jamais analyser l'organisation syntaxique de la langue étrangère ». Cette conviction est également partagée par Sauvage dont Makouta Mboukou cite la communication donnée à la 4^{ème} Biennale de la langue française à Menton, en 1970 : « La possession parfaite de la langue maternelle, déclare-t-il, constitue un point de départ sérieux pour une bonne acquisition d'une deuxième langue, voir d'une troisième (ibid.). Et Makouta Mboukou d'extrapoler :

L'absence de maîtrise de sa langue maternelle est un obstacle sérieux à l'acquisition d'une langue étrangère. La colonisation et l'Afrique noire indépendante, où plutôt l'ont négligé. Les langues négro-africaines que les jeunes Africains parlent, par habitude, sans en avoir appris et maîtriser les règles, envahissent aujourd'hui les structures phonétiques, grammaticales et sémantiques de la langue française, et les font éclater comme du verre ». (Ibid.)

Ceci est un impératif de survie à la fois pour la langue française et pour la jeunesse africaine d'aujourd'hui et de demain. Nous nous réjouissons de la prise de conscience opérée au cours des États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone tenus à Libreville (Gabon) du 17 au 20 mars 2003. À cette occasion, Pierre Dumont remarquait ce qui suit : « l'introduction des langues nationales dans les systèmes éducatifs ne signifie pas exclusion du français bien au contraire une bonne connaissance de cette langue ». Ce point de vue a d'ailleurs été accepté par l'ensemble des participants comme le révèle le rapport de synthèse de cette manifestation :

C'est une véritable révolution tout de même. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'enseignement du et en français en Afrique francophone, le principe de l'introduction des Langues africaines dans les systèmes éducatifs a été approuvé par TOUS les ministres de l'éducation. Le mémorandum présenté par le ministre de l'Éducation du Burkina Faso, président de la CONFEMEN, souligne la nécessité de privilégier la diversité linguistique et culturelle au sein des systèmes éducatifs qui ont tout à gagner, d'un point de vue linguistique, pédagogique et didactique, à élaborer des stratégies éducatives incluant le bilinguisme fonctionnel (2003).

Une raison, très fondamentale, pour laquelle nous n'apprenons et n'enseignons pas nos langues est de nature socio-psychologique. Jean Paul Sartre écrit à ce propos :

C'est donc un grand espoir qui est né à Libreville. Mais le faire doit succéder au dire et, pour le cas spécifique du Cameroun, que les moyens nécessaires à la mise en chantier de cette recommandation soient dégagés par les décideurs pour une bonne visibilité

¹ G. Vigner (1991 : 106) constate d'ailleurs que « l'Afrique noire doit se dégager du complexe de l'infériorisation de ses langues et de ses cultures traditionnelles qui continuent d'être péjorées ».

dans l'articulation entre le français et les langues camerounaises. Dans le nouveau contexte africain donc, la langue française et les langues nationales doivent désormais être des langues partenaires¹ et non des langues en conflit². Au total, la maîtrise du bon français ne saurait s'effectuer sans le respect, la promotion et consolidation des langues nationales.

Si la méconnaissance des langues nationales constitue, à notre humble avis, le premier facteur de l'insécurité du français au Cameroun, un autre facteur, non moins négligeable, est l'illettrisme³ qui favorise une forte dénaturation de cette langue, réduisant considérablement les chances d'insertion socio-économique de la jeunesse camerounaise dans un contexte de la mondialisation.

2. L'illettrisme et la dénaturation du français

D'une manière générale, l'école est le lieu privilégié de l'apprentissage du français. Il ne peut en être autrement, car c'est à l'école qu'on apprend « les règles essentielles et les structures immanentes de la langue française » (Boyer, 1990 : 75). Mais aujourd'hui, on constate que le développement de cette langue au Cameroun passe beaucoup plus par une voie informelle à savoir la rue où on note une prolifération d'un mauvais modèle de français. Mendo Zé (2003 : 32) le remarque si bien :

Désormais il existe un autre lieu décisif, une autre institution capitale pour l'acquisition du français. Cette institution n'a pas de maîtres, ni de professeurs. Elle n'a pas de salle de cours. Elle n'a pas de tableau noir. On n'y paie pas la scolarité et on n'est pas obligé de valider les U.V. Ce lieu c'est la rue.

Dans ce cadre informel au sein duquel l'indifférence et le laisser faire ont perverti l'apprentissage du français, on note sans cesse des écarts et des violations de norme, toutes sortes d'incorrection. Ce langage affaibli ne supporte que la proximité, fuit avec effroi et ressentiment toute sollicitation à fonctionner au large⁴. Ce mauvais français n'est en aucun cas le résultat d'un choix culturel ou communautaire ; il est la conséquence d'un illettrisme. Il ne saurait donc être considéré comme le fondement d'une identité linguistique ou culturelle camerounaise. Et pourtant nombreux sont ceux qui soulignent le dynamisme, la créativité et la valeur identitaire en feignant d'ignorer l'enfermement auquel « ce mauvais français » condamne la jeunesse qui le pratique. Ces bons apôtres, de droite ou de gauche, refusant d'analyser les enjeux politiques et sociaux du langage, se laissent séduire par l'écume d'une parole dont le pittoresque cache bien mal l'inquiétante approximation. Ils clament à qui veut l'entendre que tous les langages sont égaux alors que certains livrent les clés du monde et du succès et que d'autres se limitent au « ghetto » et maintiennent leurs locuteurs dans l'impasse.

Si l'on veut éviter la démagogie facile comme le purisme méprisant, il faut dénoncer deux des arguments les plus fréquemment utilisés pour cacher le fossé qui sépare ceux qui possèdent le pouvoir linguistique de ceux qui en sont privés (généralement les jeunes). Le premier soutient que toute innovation ou transformation linguistique apporte « naturellement » à qui l'utilise puissance et force d'expression. Le second prétend que

¹ Ici, la cohabitation paisible est possible et on considère le bilinguisme ou même le plurilinguisme comme un atout.

² Dans ce contexte, deux langues ou plusieurs langues sur un même territoire sont forcément en guerre et la cohabitation paisible est impossible.

³ Le lexème « Illettrisme » est ici considéré dans une double acception à savoir :

- personne qui a eu une scolarité écourtée ou bien troublée à un moment donné, et jamais compensée par la suite ;
- personne connaissant des difficultés spécifiques dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture (mauvaise maîtrise linguistique à l'oral et à l'écrit, grande pauvreté du vocabulaire et de l'expression, dyslexie).

⁴ Selon Mendo Zé (2003 : 32), « la maîtrise d'une langue française correcte, standard, la connaissance des universaux du langage, la manifestation d'une performance linguistique ouvre le monde aux locuteurs ».

toute création ou modification enrichit un trésor linguistique commun dans lequel chacun pourrait puiser à sa guise.

Questionnons tout d'abord la supposée puissance d'information de ces innovations linguistiques. En réalité, le français tel qu'il se développe dans la rue au Cameroun dispose d'un vocabulaire et d'une syntaxe certes spécifiques, mais flous et ambigus. Sur le plan du vocabulaire, une bonne partie de ces mots nouveaux peuvent se mettre à toutes « les sauces contextuelles » (A. Bentolila et J.-Ph. Rivière, 2001¹) ; ils s'appliquent docilement à n'importe quelle situation. L'étendue de leur signification est tellement vaste que leur pouvoir d'information tend vers zéro. Ces mots *relookés* sont très souvent presque vides d'information et de ce fait exigent, pour avoir un sens, une relation d'étroite proximité et d'extrême connivence entre ceux qui les utilisent. Mots de la communion plutôt que mots de la communication, ils condamnent ceux dont ils constituent l'essentiel du vocabulaire à renoncer, à imposer leur propre pensée à l'intelligence des autres. Ce type de processus qui consiste à faire du neuf en étendant inconsidérément le champ d'utilisation d'un mot jusqu'à le priver de sa spécificité sémantique est véritablement l'apanage du français de la rue, de l'illettrisme.

En voici quelques exemples : tout peut être « mouvement », tout peut être « comment », tout peut être « tuyau », tout peut être « eau »...

On entend régulièrement dire : « je vais au mouvement » pour dire « je vais à la fête » ; « il y a mouvement », pour parler des transactions financières ; « mouvement » qualifie aussi une action de grève active ou passive.

Pour sa part, « comment » veut dire « bonjour, bonsoir, comment ça va ? » ; « comment » marque aussi « l'étonnement, la surprise, le désaveu, le mécontentement ».

En ce qui concerne « tuyau », il signifie aussi « fête » (Ex : « Il y a tuyau de la journée de la femme ce soir au restaurant universitaire ») ; « tuyau » renvoie aussi au « moyen frauduleux utilisé pour obtenir un succès quelconque » (Ex : « Par quel tuyau tu es entré à l'E.N.A.M² ? »).

On a enfin le lexème « eau » et ses variantes « eau propre » et « eau sale ». L'« eau » signifie la fuite des épreuves aux examens officiels. Ex. « L'eau a bien coulé l'année dernière au Baccalauréat ». Elle est « propre » quand ces épreuves sont celles qui ont été véritablement proposées à l'examen, alors qu'elle est « sale » quand elles ont été remplacées par de nouvelles épreuves, au grand désarroi des fraudeurs. Ensuite, « l'eau » renvoie au bénéfice obtenu après la vente d'un objet ou après avoir trompé quelqu'un dans une transaction (entre un vendeur et un acheteur). Ex. « J'ai bien bu l'eau sur lui ».

Comme on peut le constater, ces mots sont engagés dans une spirale d'affaiblissement de leur sens : si n'importe quoi peut être « mouvement », si tout peut être « comment », si tout peut être « eau », si tout peut être « tuyau »..., rien ne le sera plus. Nous ne sommes pas là devant un processus de novation, mais bien au contraire face à l'appauvrissement inquiétant du sens de certains mots de la langue française. Et c'est ici qu'il faut se poser des questions non seulement sur le futur des utilisateurs de ce vocabulaire, mais plus encore sur la pensée et la vision du monde français au Cameroun.

Et que dire de certaines tournures syntaxiques et énonciatives du type :

- Tu parles même que quoi ? (Qu'est-ce que tu racontes ?)
- Pour moi quoi là dedans (cela ne me concerne pas).
- Ça sort comme ça sort (advienne que pourra).
- Je sais moi que quoi (je ne sais rien ; je ne suis au courant de rien).
- Fait quoi fait quoi (qu'on le veuille ou pas).
- Enlève moi sur ça ; sors-moi sur ça (désintéresse-moi).
- Je ne comprends pas ma tête sur ça (je suis embarrassé devant cette situation).
- Quelqu'un reste à terre sa part vient (surpris par un événement généralement malheureux).

¹ <http://sd.alinea.free.fr/Documents/200105paris/rapport.htm>

² École nationale de l'Administration et de la Magistrature.

- Sors dehors.
- Il vient de Douala même-même.

Si dans une certaine mesure ces expressions peuvent être considérées comme étant des particularismes¹, il faut tout de même dire qu'elles sont tout d'abord l'apanage de l'illettrisme et du français de la rue.

Enfin le « camfranglais ». Véritable langue de la rue et parlée beaucoup plus par les jeunes, le « camfranglais », tel qu'il est pratiqué au Cameroun, est un mélange des mots anglais, des langues camerounaises et du pidgin-english. Exemple²:

[...] Manga, Atangana, Kamga, Souleymanou. Le seul Camer 100% Douala, 100% Éwondo, 100% Bosniaque et 100% Maguida. Je recame comme chaque semaine pour vous commot les bons divas du kwat dis donc. Mais, gars, vous ne pouvez pas know dis donc, je suis vexé quoi. Mais trop vexé pour l'affaire de la CAN là. Je n'avais pas prévu de speak des lions aujourd'hui mais c'est plus fort que moi, je suis obligé de speak dis donc. Les gars là m'ont seulement wanda ! Mais la mort seulement quoi. [...] Si je knowais que les petits blancs d'Égypte là pouvaient nous boundja jusqu'à 4 buts, c'est que je ne serai même pas go meet le ndamba au quartier et je serai moi stay une fois tranquille à la locale pour look mes bêtises.

[...] Un autre lion qui m'a taya le cerveau, c'est le Stéphane Mbia là ! Encore un gars qui joue a mbeng en ligue 1. Je ne know pas ce qu'Otto Fisha a vu sur les enfants là. Moi j'ai seulement découvert que le gars existait quand il y a eu l'affaire de racisme là sur lui en avril 2007. Si non francho, je ne le knowais même pas. Et maintenant, je ya seulement que le gars joue titus jusqu'à il a fait chauffer les Émana ooh.

[...] Bref, dans l'ensemble, notre équipe était très décevante et Fisha donnait l'impression de vraiment falla encore son onze entrant pour le prochain ndamba. On espère seulement qu'il a trouvé, parce que sinon, c'est nous même qui allons waka à Mvomoka pour speak à Popaul. Faites nous tout ce que vous voulez ici au mboa, coupez la lumière, changez la Constitution, volez même all les dos de la fonction publique, faites tout, mais ne blaguez surtout pas avec l'affaire des lions indomptables là ! Parce que ça, c'est notre bébé ! Sinon vous allez seulement ya que les gars de Nkomondo et de Ndokoti se sont soulevés ! Walaï... (Mak's, 2008, <http://www.20mai.net>).

La presse écrite³ regorge aussi de plusieurs exemples :

- Il était hors de question que je me trouve avec un bélé (grossesse)⁴ ou une « rare maladie ». Avec l'un ou l'autre, mes parent allaient me kill (tuer). Par prudence, je suis djoum (entrée) dans la boutique d'un wadjo (Haoussa ; ressortissant du Nord-Cameroun) et je lui ai demandé de me donner un paquet de condoms. Il a wanda (être surpris) puis m'a ask (demandé) si je les utilisais déjà. (100% Jeune, n° 031, 2003 : 4).

¹ Selon Dassi (2003 : 139), un particularisme a tendance à s'enfermer dans une aire géographique. Il est un écart par rapport à la pratique normative ou codifiée (non marquée de la langue).

² Cet exemple est un extrait du commentaire du match Cameroun-Égypte réalisé par un jeune Camerounais le 24 janvier 2008, quelques jours après la cuisante défaite de l'équipe nationale du Cameroun face aux Égyptiens à la troisième journée de la phase finale de la 26^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations (Ghana-2008).

³ Ces exemples sont extraits du numéro 031, 2003 du journal 100% Jeune, Magazine d'informations et d'analyses. Une publication de l'Association Camerounaise pour le Marketing social (ACMS).

⁴ C'est nous qui traduisons dans les parenthèses.

- Certains deviennent feymen (escrocs) ou croquent le grimbah (magie) pour évoluer. Gars, je ne te conseille pas ces way-là (ces façons-là). Ça peut te bring (apporter) le ndutu (malchance). (100% Jeune, n° 031, 2003 : 6).

Les exemples susmentionnés ne sont qu'un tout petit échantillon de la pratique du camfranglais. Si, dans une certaine mesure, « le camfranglais est pour les jeunes Camerounais une manière à eux de vivre le bilinguisme camerounais en affichant joyeusement le « franglais » et en y imprimant une marque locale particulière » (L. Nzessé, 2008 : 316), il faut dire, à bien observer, que cette « langue » est parlée en majorité par les jeunes ayant eu une scolarité écourtée ou bien troublée à un moment donné, et jamais compensée par la suite. À cet effet, nous pensons que la supposée puissance d'information et d'expression que certains évoquent en parlant du « camfranglais » cache en vérité les limites de ses locuteurs, leur incompetence linguistique, et ne peut qu'accentuer les difficultés qui se dressent contre eux.

En définitive, le « camfranglais » enferme les jeunes Camerounais dans une sorte de ghetto linguistique et constitue une menace sérieuse à la fois pour la consommation de la langue française et pour le devenir de cette jeunesse qui se trouvera incapable d'offrir à leur pays un nouveau destin.

Examinons à présent l'image illusoire d'un trésor linguistique toujours renouvelé et toujours disponible pour tous. En réalité, la langue française s'incarne aujourd'hui dans les langages des Camerounais et Camerounaises dont les pouvoirs linguistiques sont devenus tellement inégaux que la notion même de communauté linguistique se trouve gravement mise en cause. Dans ce contexte de communication inégale, l'enrichissement produit par la création de nouveaux mots et de nouvelles structures se fait le plus souvent dans un seul sens : il ne concerne que ceux qui, possédant déjà un vocabulaire varié, une syntaxe précise, veulent enrichir leur panoplie linguistique de quelques camerounismes du plus bel effet. À cet effet, *les nantis du langage* (Bentolila et Rivière, 2001¹) utilisent ces audaces langagières² sans risque et avec la meilleure conscience du monde. Mais ceux (les jeunes) dont le vocabulaire est limité et imprécis, ont-ils un réel pouvoir linguistique ? Non, ce sont les pauvres du langage, condamnés à ne communiquer que dans l'immédiat et dans la proximité.

Le dernier facteur de l'insécurité du français et partant du drame de la condition de la jeunesse camerounaise est le contexte de l'enseignement et la didactique même de cette langue.

3. Le contexte de l'enseignement et la didactique du français

Le discours officiel au Cameroun ne cesse de dénoncer les écarts dans les milieux pédagogiques. L'arrêté n°23/MINÉDUC/GP/ESG portant sur l'orientation des programmes de langue française et de littérature au second cycle des lycées et collèges d'enseignement général et technique, et signé le 27 juin 1994 par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, vise l'enseignement et la protection du français de référence contre l'acharnement des variétés endogènes et l'influence des langues nationales. Le premier point de cet arrêté portant sur les « Objectifs généraux de formation » stipule ce qui suit :

Dans un contexte socioculturel où les langues nationales exercent une très grande influence sur les élèves, l'enseignement du français visera à parfaire la maîtrise active et réfléchie de la langue contemporaine, de ses niveaux et registres divers en vue d'une expression claire et aisée, orale et écrite (1994 : 3).

¹ <http://sd.alinea.free.fr/Documents/200105paris/rapport.htm>

² Quelques exemples d'audaces langagières : « attacher le cœur » (être courageux) ; « attacher la figure » (être fâché) ; échouer la tontine (ne pas cotiser) ; « lancer la tontine » (cotiser) ; « taper les commentaires » (discuter, bavarder longtemps) ; « taper la bouche » (balbutier) ; « être frais » (être bien habillé ; être élégant) ; « mettre l'eau à la bouche » (corrompre) ; « tchouker la voiture » (pousser une voiture pour la faire démarrer quand la batterie ne fonctionne plus normalement) ; etc.

Dans le même ordre d'idée, les « Objectifs spécifiques » insistent sur la nécessité de faire en sorte que l'élève soit en mesure de *s'exprimer aisément et correctement, oralement et par écrit, de manier les structures grammaticales complexes et un vocabulaire riche pour traduire sa pensée, ses sentiments ou des concepts ; de reconnaître et de caractériser divers niveaux de langue et d'en faire un usage approprié* (op. cit. : 4).

Force est de reconnaître que, malgré ces déclarations solennelles, régulièrement martelées sur la priorité que l'on doit accorder à la maîtrise d'une bonne langue française, ceux qui ont, depuis quelques années, la responsabilité de l'Éducation au Cameroun n'ont répondu à cette exigence que par des mesures ponctuelles et éphémères. Que constatons-nous aujourd'hui ? On a laissé se creuser au sein de l'école camerounaise un fossé linguistique qui prive plus de la moitié des élèves de la République d'une bonne maîtrise de la langue française et par ricochet rend incertain leur destinée sociale. Certains diront que faute d'être doués pour la littérature ou la grammaire, ils feront d'excellents menuisiers ou d'habiles maçons ou mécaniciens. Aucune chance ! Ils ne seront bons en rien, car, comme le remarquent A. Bentolila et J.- Ph. Rivière (2001) : « Il n'existe pas aujourd'hui de métier, aussi "manuel" qu'il soit, qui n'exige de solides capacités de communication orale et écrite ».

En effet, remarque G. Mendo Zé (2007 : 35), « le système éducatif camerounais connaît des problèmes qui contribuent [...] à la détérioration des conditions d'apprentissage du français ». Ceci est d'autant plus vrai que lorsqu'on observe les conditions inacceptables dans lesquelles la majorité des élèves camerounais sont contraints de se scolariser en général, et d'apprendre la langue française, on ne peut que conclure à l'avenir incertain de ces apprenants : effectif pléthorique, atteignant parfois 150 élèves¹ par classe, inexistence de bibliothèques, et quand bien même elles existent, les livres les plus récents datent d'une dizaine d'années ; démotivation quant à la lecture : voyez-vous, dire aux gens, dans un tel contexte, qu'ils doivent lire davantage, qu'ils doivent élargir leur vocabulaire, qu'ils doivent investir beaucoup d'effort s'ils veulent maîtriser le français de référence, n'est pas particulièrement payant. Par contre envisager un plan à long terme visant à ne pas dépasser 45 à 50 élèves par classe, à aménager sérieusement les lieux d'accueil, à vulgariser les auxiliaires didactiques (bibliothèques, outils informatiques, Internet, etc.) dans les écoles et les municipalités, constitue un élément fondamental de la réussite sociale de la jeunesse camerounaise.

Comment oublier la détérioration progressive de la formation des enseignants de français ? En effet, la baisse du niveau du français est incontestable chez les enseignants de cette langue au Cameroun. Tous les spécialistes s'accordent pour le dire. Pour G. Mendo Zé (2003 : 28), « les enseignants de français n'ont pas le niveau de base requis ». Quel doit être le profil du nouvel enseignant de français à former de nos jours ? M.F. Minyono-Nkodo répond pertinemment à cette question, et nous adhérons à son point de vue. Selon ce dernier, on doit définir la topique de formation du nouvel enseignant de français selon cinq axes :

La formation académique générale² ; la formation complémentaire ou interdisciplinaire³ ; la formation didactique et pédagogique¹ ; l'intégration des

¹ Une descente sur le terrain nous a permis de constater qu'au cours de l'année scolaire 2012-2013, un lycée de la ville de Yaoundé avait un effectif de 124 élèves dans une classe de 1^{ère} D et de 120 élèves dans une classe 1^{ère} A4. Quelle peut être la pertinence des activités qu'on y mène et l'intérêt que les élèves leur accordent ? La langue française étant ici le principal outil de transmission des connaissances.

² La formation académique générale comprend : *la langue française, la littérature française et en français, les sciences du langage et du texte, la sémiotique textuelle et culturelle, la stylistique, la rhétorique, la pragmatique, la sémantique, la lexicologie* (M.F. Minyono, 2003 : 49).

³ La formation complémentaire quant à elle comprendra : *la sociolinguistique, la critique littéraire, la littérature comparée et la littérature orale, enfin la méthodologie de recherche* (id.)

TIC² dans le système de formation des enseignants de français ; l'évaluation au service de l'apprentissage du français³ (2003 : 49).

En plus, une fois sur le terrain, des stages de recyclage doivent être régulièrement⁴ organisés dans le but de compléter la formation des enseignants et de leur adaptation aux tendances nouvelles d'enseignement de la langue française.

Enfin, on note des insuffisances dans la didactique du français notamment la non couverture des programmes ainsi que des horaires dévolus à l'enseignement de cette langue. C'est pourquoi, mentionne G. Mendo Zé (2007 : 45),

les objectifs éducationnels ne sont pas atteints et des chapitres importants des programmes de français non abordés. Les élèves traînent ainsi, d'une année à l'autre, des lacunes réelles parce qu'ils n'ont ni maîtrisé, ni étudié, ni pratiqué certaines règles de la langue française. Ces lacunes se reflètent dans leur expression écrite et orale. [...] Ceux-ci deviendront, à coup sûr, des élèves vivants dans l'insécurité linguistique.

Au total, les décideurs doivent prendre des mesures radicales pour combattre l'insécurité du français qui hypothèque la destinée de la jeunesse camerounaise d'aujourd'hui et de demain. Comment imaginer que des élèves en mal de mots, maîtrisant à peine la lecture de phrases puissent s'engager dans cette voie aride de l'insertion sociale et de la concurrence liée à la mondialisation ? Comment imaginer un enseignant de français ayant une connaissance sommaire et lacunaire de sa discipline ? Il faut que les responsables de

¹ Quant à la formation didactique et pédagogique, il s'agira de *la didactique générale, la didactique du français, (langue et littérature et l'utilisation des TIC), la didactique appliquée : méthodes et techniques des exercices des 1^{er} et 2nd cycle, les sciences de l'éducation et la méthode de recherche en didactique* (id.)

² Technologie de l'information et de la communication.

³ Selon M.F. Minyono Nkodo (op. cit : 50-51) : *l'évaluation pédagogique doit avoir, dans le système de formation des formateurs, une place spécifique, en tant que discipline d'enseignement, avec son objet, sa méthodologie, son épistémologie, et ses champs d'étude. En effet, la pratique de l'évaluation aujourd'hui amène tout un chacun à la remettre en question : élèves, parents, responsables institutionnels. Tant il est vrai que loin de contribuer à la formation et à la motivation de l'apprentissage, l'évaluation pédagogique déprime ou fait des déchets du système, ou alors prend des formes complaisantes inavouables. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'évaluation n'est pas au service de l'apprentissage.*

C'est pourquoi il est impératif de donner à l'enseignant et à l'apprenant une culture de l'évaluation : apprendre à évaluer, mieux évaluer, évaluer autrement, tels sont les principes qui régissent la didactique de l'évaluation.

Apprendre à évaluer c'est :

- *ne pas confondre notation ou annotation et évaluation. Ces deux notions relèvent de la docimologie qui est une évaluation-mesure ;*

- *ne pas réduire l'évaluation au contrôle des connaissances. L'objectif des procédures de contrôle est de comparer la conformité entre les modèles enseignés et leur restitution. Tout le contraire de l'évaluation qui est le feed-back, c'est-à-dire prise de conscience par l'apprenant du processus de transformation éducative par des comportements adéquats ou non ;*

- *connaître le véritable objet de l'évaluation, à savoir, une activité formative essentiellement pédagogique. Le processus d'évaluation permet ainsi de développer la compétence à l'observation et à l'analyse des résultats de l'apprentissage : identification des erreurs, pertinence des remédiations. L'évaluation formative affiche une meilleure lisibilité des aptitudes et capacités de l'apprenant. Exemple : la lecture, la maîtrise de l'orthographe, de l'argumentation, etc.*

- *diversifier les modes et formes d'évaluation et pratiquer une évaluation pluraliste, ouverte, et non une grille pointue, linéaire d'attrape-nigauds.*

Au total, la recherche de la maîtrise d'une évaluation à des fins pédagogiques et non de sanction.

⁴ G. Mendo Zé (1990 : 117) remarque que *des stages de recyclage des professeurs de français [...] sont timidement organisés. Les efforts de l'Ambassade de France au Cameroun pour organiser des séminaires [...] sont réels mais ne suffisent pas.*

l'éducation nationale (MINÉDUB¹, MINESEC², MINESUP³, MINAC⁴) acceptent de porter leur regard beaucoup plus loin que le temps de leur séjour à ces postes ministériels. Et qu'on ne se leurre pas, ce ne sont pas des **Assises, Forums, États généraux** qui changeront quoi que ce soit sur la frustration et la difficulté de la jeunesse camerounaise de s'affirmer comme acteur primordial du devenir du Cameroun.

En guise de conclusion

Dans cette communication, nous avons, sur la base d'un certain nombre de faits, montré que la non maîtrise d'un français de qualité en Afrique francophone en général et au Cameroun en particulier hypothèque nécessairement l'avenir⁵ de la jeunesse, voire le développement de cette partie du continent africain. Le français étant devenu un patrimoine africain et moyen d'ouverture à la modernité, la jeunesse africaine francophone devra, autant que faire se peut, recourir à un français de qualité qui favorisera d'abord son accès aux nouvelles technologies, condition *sine qua non* du développement de l'Afrique dans un contexte de la mondialisation ; ensuite pour *véhiculer sa pensée dans le concert des nations, pour manifester sa civilisation, son être dans le monde ou ce qui lui reste d'authenticité* (A. Kom, 1979 : 58). Malheureusement, il nous a été donné de constater que les causes de l'insécurité du français ne viennent pas d'ailleurs, elles sont endogènes. Pour ce qui est du Cameroun, certains parlent du recul du français et en prévoient même une éventuelle « disparition » si on ne prend pas les mesures fortes qui s'imposent. Ces « puristes » décrient constamment la dénaturation triomphante du français. Pour notre part, nous ne plaidons pas pour une normalisation aveugle au non de la pureté immuable du langage ; notre propos n'est pas de dénoncer simplement les écarts en pleurant sur un passé où l'on était censé respecter la norme de la langue française ! Non ! Ce que nous voulons, c'est qu'on élabore une véritable politique d'aménagement linguistique qui mette un accent sur l'enseignement effectif des langues et cultures nationales dans le système éducatif : ceci est d'autant plus important que l'enseignement de ces langues améliorera nécessairement la maîtrise du français de qualité sans pour autant créer chez les jeunes un sentiment d'aliénation linguistique et culturel ; ensuite que l'on mette sur pied une politique spécifique de formation et de suivi des enseignants de français ; enfin que l'on aménage sérieusement les écoles, les universités et les espaces culturels, qu'on les équipe d'Internet et des bibliothèques avec des livres de qualité dans lesquels les jeunes disposeront des mots suffisamment précis, des structures grammaticales suffisamment efficaces et des formes d'argumentation suffisamment organisées pour imposer leur pensée au plus prêt de leur intention et pour recevoir la pensée des autres avec autant de bienveillance que de vigilance. C'est le moins que l'on puisse attendre de nos décideurs, sinon la jeunesse africaine camerounaise continuera sa marche paisible vers les abîmes de l'exclusion (sociale, politique et économique).

Bibliographie

- Bentolila, Alain et Rivière, J-Philippe, 2001, « Illettrisme et exclusion », in *Solidarité et développement*, Université de Paris V, <http://sd.alinea.free.fr/Documents/200105paris/rapport.htm>
- Boyer, Henri et al., 1990, *Nouvelle introduction à la didactique du français langue étrangère*, Paris, CEE International.
- Bretegnier, Aude et Ledengen, Gudrun, 2003, *Insécurité linguistique. Terrains et approches diversifiés, propositions théoriques et méthodologiques en hommage à Nicole Guenier*, L'Harmattan, Paris.

¹ Ministère de l'Éducation de base.

² Ministère des enseignements secondaires.

³ Ministère de l'enseignement supérieur.

⁴ Ministère des arts et de la culture.

⁵ Ne nous dis-t-on pas que « la jeunesse constitue le fer de lance d'une nation » ?

- Dassi, 2003, « Question de sémantique : de la néologie autour de la téléphonie au Cameroun », in *Langues et Communication*, n° 03, pp. 139-153.
- Dassi et Ladislas Nzesse, 2016, *Le français en Afrique : évaluation de sa Portée patrimoniale*, L'Harmattan, Paris.
- Kom, Ambroise, 1979, « La langue française en Afrique noire postcoloniale », in *Peuples Noirs-Peuples Africains*, n° 12, pp. 47-59.
- Makouta Mboukou, Jean Pierre, 1973, *Le français en Afrique noire*, Paris, Bordas.
- Mak's, 2008, « Commentaire du match Cameroun-Égypte », <http://www.20mai.net>.
- Mendo Zé, Gervais, 1990, *Une crise dans les crises. Le français en Afrique noire francophone : le cas du Cameroun*, Paris, ABC.
- Mendo Zé, Gervais, 2003, « Quelle langue française enseigner en Afrique noire francophone ? », in *Langues et Communication*, n° 03, vol 2, pp. 19-36.
- Mendo Zé, Gervais, 2007, « Considérations sur l'insécurité linguistique, la compétence et l'appropriation du français en milieu plurilingue », in *Langues et Communication*, n° 06, pp. 19-98.
- Minéduc, 1994, *Programmes officiels de langue et de littérature française au 2nd cycle de l'enseignement secondaire*, Yaoundé.
- Minyono-Nkodo, Mathieu-François, 2003, « Quel enseignant pour quel français dans l'Afrique francophone ? Quelques propositions pour la formation des formateurs à l'École normale supérieure », in *Langues et Communication*, n° 03, pp. 37-55.
- Nzesse, Ladislas, 2008, « Le français en contexte plurilingue, le cas du Cameroun : appropriation, glottopolitique et perspectives didactiques » in *Francofonia*, n° 17, Université de Cadix, pp.303-323.
- Tadadjeu, Maurice / Gfeller, Élisabeth / Mba, Gabriel, 1988, *Manuel de formation pour l'enseignement des langues nationales dans les écoles primaires* (PROPELCA, 32), Université de Yaoundé.
- Vigner, G., 1991, « École et choix linguistique : le cas du Cameroun », in *Le français dans le monde*, n° spécial, février-mars, pp. 102- 117.